



## Chômage : contrôles partout, emploi nulle part !

La Fédération Solidaires SUD Emploi, réunie en Congrès à Bordeaux, dénonce la surenchère de propositions nauséabondes de ces derniers temps, contre les chômeurs. La dernière en date est celle de la direction et Conseil d'Administration de Pôle Emploi qui annonce un nouveau tour de vis dans le contrôle des chômeurs d'ici 6 mois.

Depuis le dernier trimestre 2013, une « expérimentation » a été menée dans 4 régions Pôle Emploi sur le **contrôle des demandeurs d'emploi** conditionnant leurs droits (allocations...) au respect de leurs « devoirs » (recherche d'emploi...), alors même que Pôle Emploi est dans l'incapacité d'assurer correctement ses obligations envers eux (accompagnement, indemnisation, orientation).

On présente une nouvelle fois le chômeur comme profiteur d'un système, supposé fraudeur, et non pas comme une victime de la politique ultralibérale qui privilégie les profits au détriment de l'emploi.

Avec ces nouvelles organisations, les agents « spécialisés en contrôle » ne sont pas en contact direct avec ceux sur lesquels ils exercent leurs actions coercitives.

Nous savons qu'en supprimant la relation directe entre le contrôleur et la personne privée d'emploi, Pôle emploi augmente mécaniquement le nombre de radiations (dans les 4 régions expérimentatrices : de 8% à 35% de radiations consécutives).

**Nous dénonçons la création de cette police anti-chômeur au sein de notre établissement public**

**Cette politique de contrôle s'applique en interne aux agents Pôle Emploi :**

Des agents spécialisés vérifient en interne les actes des conseillers en relation avec les usagers, sous couvert de « recherche de performance » en gommant tout aspect humain supposé laxiste et trop coûteux.

C'est la montée en puissance de la police privée de Pôle Emploi, une sorte de « bœuf-carottes ». On devine pour qui les carottes vont être cuites...

Le but final de tous ces contrôles est de mettre la pression sur les agents pour les contraindre eux-mêmes à mettre la pression sur les demandeurs d'emploi.

Ceux-ci doivent accepter n'importe quel boulot sans sourciller, n'importe quelle action de formation même sans débouchés.

La Direction, dans sa présentation, parle ouvertement de « **coercition** » ; tout est dit !

**Nous refusons de remplacer notre mission de relation de conseil, d'aide, d'accompagnement vers le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi par une mission, qui deviendrait prioritaire, de contrôles basés sur une suspicion généralisée et systématique des chômeurs.**